

OMNIUM JANVIER GRONDIN NOUVEAU RECORD DE PARTICIPATION



Le foursome du député de Beauce-Nord : Jerry Kelly (Le Café Notre-Dame), Clément Drouin (comptable) et à l'avant, Martin Landry (directeur de la Caisse populaire du Centre de la Nouvelle-Beauce).

C'est au club de golf de Beauceville que s'est tenue la 3^e édition de l'omnium Janvier Grondin au profit de l'ADQ du comté de Beauce-Nord. Encore cette année, l'acharnement du comité exécutif du comté aura été récompensé avec un nombre record de 124 golfeurs et 180 convives pour le souper. Même Katrina se sera éloignée juste à temps pour laisser sa place à une température magnifique, au grand plaisir de tous.

Des gens du milieu des affaires, des élus municipaux et des groupes sociaux ont répondu en grand nombre à cet appel. Soulignons de plus la présence sur le terrain du député de Chutes-de-la-Chaudière, Marc Picard et celle de la députée de Lotbinière, Sylvie Roy qui a rejoint le groupe pour le souper.

Mercredi 7 septembre 2005 Au sommaire

Page 2 Caucus de l'ADQ

CDJ-ADQ : Des solutions concrètes et honnêtes pour l'éducation

Page 3 Le mot du Directeur général
Lettre ouverte de Mario Dumont

Page 4 Portrait d'adéquistre : Marc Picard

Page 5 Babillard

Le député de Rivière-du-Loup et chef de l'Action démocratique Mario Dumont en était à sa troisième participation à ce tournoi, qui se tenait cette année sous la présidence d'honneur du président de l'ADQ, Yvon Picotte. Celui-ci, disons-le, s'est quelque peu fait taquiner suite à cette



Mario Dumont et Yvon Picotte ont remis les cadeaux en compagnie de Myriam Taschereau et Mélanie Gilbert, du bureau de Janvier Grondin.

fameuse rencontre avec un chien qui heureusement, n'a pas eu de conséquences fâcheuses.

Le comité exécutif de Beauce-Nord tient à remercier tous ceux et celles qui se sont déplacés pour l'occasion et souhaite battre un nouveau record lors de la 4^e édition. À l'an prochain !



Mario Dumont et son chauffeur pour la journée, Marc Chassé (Lettrapub).

Caucus de l'ADQ

«JEAN CHAREST DOIT REPRENDRE LE CONTRÔLE DE L'AGENDA»

Profitant du caucus de la rentrée de l'Action démocratique du Québec tenu à Saguenay les 30 et 31 août, le chef de la formation politique, Mario Dumont, a exigé de Jean Charest qu'il reprenne le contrôle de l'agenda politique québécois. « Dans un contexte où le gouvernement et les syndicats s'apprêtent à en découdre, promettant de faire passer un difficile automne aux Québécois et aux Québécoises, le premier ministre doit cesser d'être en réaction et faire la démonstration qu'il est aux commandes de l'État », a commenté M. Dumont sur l'automne chaud qui s'annonce.

Selon Mario Dumont, le conflit qui perturbe déjà la société québécoise est le résultat de l'échec de la réingénierie qu'avait promis le gouvernement Charest quelques semaines après son élection. « Au lieu d'être sur les planches à dessin pour restructurer notre fonction publique pour la rendre plus moderne et mieux adaptée aux réalités des Québécois et des Québécoises comme l'avait promis le premier ministre, nous nous retrouvons devant le psychodrame du renouvellement des conventions collectives de la fonction publique sans

qu'une seule façon de faire ne soit remise en question. »

Respect des citoyens

Mario Dumont se questionne aussi sur la place que réserve le Parti libéral aux citoyens et aux citoyennes dans le contexte actuel « Les bris d'engagements incalculables du gouvernement ont brisé le lien de confiance avec les citoyens. Alors que le gouvernement semble avoir perdu le contrôle du gouvernail, il est à craindre que ce soit la classe moyenne qui soit laissée pour compte, elle qui a déjà absorbé toutes les hausses de tarifs possibles et inimaginables depuis l'arrivée des libéraux au pouvoir. Le respect des citoyens doit être une priorité pour quelque gouvernement que ce soit et au lieu de ça, on assiste à la politique du mépris de la part du gouvernement de Jean Charest. »

Autonomie locale

En vue d'identifier les priorités qui allaient guider son parti, M. Dumont, a parlé d'autonomie locale comme étant la clé du développe-

ment, autant municipal que régional. « Il faut profiter des discussions que susciteront les campagnes électorales pour faire la promotion de l'autonomie des municipalités et mettre en œuvre de véritables partenariats entre le gouvernement, les régions et les collectivités locales. Le développement prospère des régions du Québec passe aussi par des redevances aux régions ressources qui doivent être gérées localement », a expliqué le chef de l'ADQ.

Relation d'égal à égal

Le chef de l'ADQ n'a pas non plus manqué l'occasion de souligner l'inefficacité du gouvernement Charest dans ses relations avec son grand frère fédéral. « Il faut un rétablissement des relations bilatérales. La fondation du Conseil de la fédération n'amène aucun résultat tangible. Puisque le Parti Québécois n'est pas capable de jouer son rôle d'opposition officielle, nous avons bien l'intention de suivre l'ordre pas à pas pour que le Québec obtienne son dû face au fédéral », a conclu le chef de l'ADQ.

CDJ-ADQ

DES SOLUTIONS CONCRÈTES ET HONNÊTES POUR L'ÉDUCATION



Lors d'un point de presse tenu le 24 août à Montréal, Simon-Pierre Diamond et François Martin de la Commission des jeunes de l'Action démocratique du Québec ont démontré que leur organisation s'impose lorsque vient le temps de représenter les intérêts des étudiants.

« Nous croyons que le projet de création d'un fonds de la FEUQ et la FECQ cadre très bien avec notre vision. Lors du dernier Conseil général de l'ADQ, nous avons été des ardents défenseurs d'un réinvestissement massif dans le secteur de l'éducation. Parce que cette idée cadre très bien avec nos principes, nous voulons faire plus que simplement l'appuyer, nous voulons la bonifier à 100 millions. Cet investissement massif agencé à une gestion saine du secteur de l'éducation assurera l'avenir du système », a affirmé le président de la CDJ, Simon-Pierre Diamond.

Pour François Martin, vice-président de la CDJ, il n'y a pas de doute. « Le système d'éducation doit se moderniser pour permettre aux étudiants d'être correctement équipés pour faire face au monde d'aujourd'hui qui est en constante évolution. Les étudiants doivent être capables de développer tant leurs passions que leurs habiletés, c'est pourquoi il est primordial qu'une place plus grande soit faite aux programmes de stages. Cela s'inscrit dans une stratégie d'ensemble que nous allons mettre de l'avant dans un mémoire déposé dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement », a conclu M. Martin.

La CDJ-ADQ défend des idées qui sont près des intérêts de tous les étudiants, des solutions concrètes et honnêtes pour tout le système d'éducation.

Conseil général de l'ADQ 2005

Les 19 et 20 novembre 2005, rendez-vous à Boucherville !

L'ADQ tiendra le 15^{ième} Conseil général de son histoire à l'hôtel Montagne de Boucherville. Il s'agit d'un événement majeur puisque vous aurez l'occasion de définir diverses orientations de l'ADQ en matière de justice et sécurité publique, ainsi qu'en regard des derniers développements en santé.

Pour vous permettre de vous y préparer, la Corvée Sécurité publique, sous l'égide de la Commission politique, entend faire une tournée des différentes régions en septembre 2005 pour y distribuer un questionnaire et entendre les points de vue des militants.

Pour les détails de cette tournée dans votre région et l'inscription du conseil, suivez les prochaines parutions de la Lettre.



Chers amis,
Chères amies,

Nous revoilà plongés dans le travail ! C'est la rentrée pour tout le monde, aussi bien en profiter pour lancer des projets !

Tournée de consultation, préparation des élections partielles, du conseil général et d'un colloque cet hiver, nous sommes à organiser le paysage politique de la saison à l'ADQ.

Dès cette semaine, les conseillers régionaux recevront le mandat de rencontrer les exécutifs de comté afin de discuter de la thématique de l'automne. Contactez votre conseiller ou l'organisateur de votre région à la permanence pour obtenir de l'information.

Nous sommes également à préparer les élections partielles à venir. Vous souhaitez y participer, faites-moi le savoir, par courriel à sproulx@adq.qc.ca ou par téléphone, à la permanence.

Bonne semaine !

À bientôt !

Sébastien Proulx

Directeur général

Élections partielles dans Verchères et Outremont

SOYEZ DE L'ÉQUIPE !

L'équipe électorale de l'ADQ est présentement à la préparation des prochaines élections partielles qui seront déclenchées d'ici le 9 décembre dans les circonscriptions d'Outremont et de Verchères.

Nous vous invitons à vous impliquer dans cette joute électorale, soit en contribuant financièrement en consultant le site web : www.donnezaladq.qc.ca et/ou en contactant M. Giuilo Maturi au 1-800-370-3221 afin de joindre les rangs de l'équipe de bénévoles qui travaillera lors de ces partielles.

NÉGOCIATIONS DANS LE SECTEUR PUBLIC L'OCCASION RATÉE DES LIBÉRAUX

Ces jours-ci, Jean Charest est mis en scène par les stratèges libéraux dans le rôle d'un premier ministre autoritaire qui cherche l'affrontement avec les syndicats du secteur public. De prime abord, la chose pourrait nous faire sourire quand on sait avec quelle facilité le premier ministre enfle les convictions les plus contradictoires les unes après les autres, sans jamais se démonter. Un interprète docile et remarquable diront les as du marketing libéral. Je penche plutôt pour un politicien qui se cherche désespérément une cause pour ne pas sombrer. Malheureusement, cette situation n'a rien pour nous faire sourire. Parce que, derrière cette confrontation qui se dessine, on doit surtout lire une autre occasion ratée par Jean Charest, celle de la modernisation de l'État québécois.

40 ans après la Révolution tranquille, l'État québécois a désespérément besoin d'une réforme majeure. L'État québécois n'innove plus, il contrôle. Il ne livre plus des services publics, il rationne. Il ne distribue plus la richesse, il nivelle par le bas. Notre appareil public est hyper centralisé. Pourtant, le caractère unique du Québec dans le contexte nord-américain exige que notre société soit dotée d'un État moderne, innovateur en matière de gestion publique et surtout, capable de s'adapter à la réalité contemporaine. Il en va de notre avenir comme société francophone en Amérique.

Au lieu d'enclencher une véritable réforme, Jean Charest se contente de rejouer dans le même vieux film avec le même vieux duel entre le gouvernement et les syndicats sur les augmentations de salaire. Rien pour les régions qui attendent l'indispensable décentralisation. Rien pour les gestionnaires d'établissements publics qui ont tant besoin d'une nécessaire marge de manœuvre. Rien pour ces infirmières qui tiennent à bout de bras un système qui craque de partout. Et surtout rien pour les citoyens du Québec qui continuent d'être les contribuables les plus taxés d'Amérique et qui constatent jour après jour le délabrement progressif de nos services publics.

Rien, sauf une confrontation inutile et stérile qui ne fera pas avancer le Québec à la fin de l'exercice.

Pourtant, six mois après son accession au pouvoir, Jean Charest nous conviait à une réforme majeure de l'État. Par le biais d'une lettre ouverte aux Québécois, publiée en octobre 2003, le premier ministre prônait la nécessité d'un réel changement en ces termes : « *La modernisation de notre État n'est donc pas une question idéologique ou partisane, mais une nécessité qui nous est dictée par notre époque et ses enjeux. Il ne s'agit pas de nous détourner de notre mission sociale, mais tout au contraire de nous assurer de pouvoir continuer à l'honorer. Il ne s'agit pas non plus d'affaiblir l'État québécois, mais au contraire de lui redonner tout son lustre, tout son prestige et toute sa pertinence.* »

Là où devait s'engager une réflexion collective sur le rôle de l'État, Jean Charest n'a pu qu'offrir un dialogue de sourds et des citoyens pris en otages. Après les piteux résultats obtenus par l'éphémère dossier de la « réingénierie » et par le programme des PPP qui n'a toujours pas accouché d'un seul partenariat digne de ce nom, un seul constat s'impose maintenant : Jean Charest vient de déposer les armes. La modernisation de l'État québécois vient de se gagner une place de choix dans le cimetière des promesses libérales. Encore une fois, le gouvernement libéral a trahi l'agenda de changements que les électeurs lui ont précieusement confié en avril 2003.

Au royaume libéral, le calcul politique et les tactiques de marketing sont désormais érigés au rang de valeurs et de principes. Il est clair que la politique libérale a maintenant un nom : c'est la politique du mépris. C'est précisément ce que l'ADQ combat et entend continuer à combattre au cours des prochains mois. C'est une question de **respect des citoyens**.

Note de la rédaction : Cette lettre rédigée par le chef adéquiste Mario Dumont a été publiée le 3 septembre dans le Journal de Québec.

LA LETTRE ADÉQUISTE SE REFAIT UNE BEAUTÉ !

L'équipe de la Lettre adéquiste est heureuse de vous annoncer que celle-ci changera bientôt de look ! En effet, votre bulletin d'information adéquiste présentera, à partir de son édition du 22 septembre, une nouvelle mise en page ainsi qu'un nouveau logo. Cette édition spéciale sera aussi l'occasion de souligner le 1^{er} anniversaire des élections partielles de septembre 2004 où l'ADQ a remporté un cinquième siège à l'Assemblée nationale.

La nouvelle facture de la *Lettre* sera dévoilée lors du 5 à 7 de la Capitale nationale qui aura lieu le mercredi 21 septembre au Pub Java de la rue Cartier à Québec. À cette occasion, vous pourrez mettre la main sur une copie avant tout le monde !

MARC PICARD

La force tranquille



Si certains politiciens se forgent une réputation en déchirant leur chemise sur la place publique, d'autres préfèrent arriver à leurs fins tout autrement. C'est le cas de Marc Picard, député de Chutes-de-la-Chaudière et leader de parlementaire adéquiste, qui s'est donné le mandat de servir sa population en étant près d'elle et en abordant les travaux parlementaires dans l'optique que les citoyens veulent assister à des débats et non à un spectacle stérile.

Né à St-Raphaël dans la région de Bellechasse, Marc Picard est le 9e d'une famille de 10 enfants. Diplômé en technique administrative, il ajoute à cette formation un diplôme en sciences comptables de l'Université Laval. Toutefois, l'étudiant qu'il était a bien failli ne jamais compléter ses études. Il vivra en effet en 1974 une expérience qui a marqué le cours de son existence. Un grave accident de moto lui a presque coûté la vie et l'a rendu invalide durant deux ans. Sans vouloir philosopher inutilement, l'homme de 50 ans avoue que cette expérience a renforcé ses valeurs, dont celle de se soucier du bien-être de son prochain. Cette préoccupation est omniprésente lorsque l'on discute avec le politicien.

Après ses études, il débute une carrière dans la fonction publique qui durera 25 ans et où il occupera plusieurs postes. Parallèlement à son métier, M. Picard s'implique dans divers organismes. «J'ai toujours aimé savoir comment était dépensé mon argent.» Ce désir de connaître l'administration des institutions qui l'entourent le poussera même à devenir président du CPE fréquenté par ses deux enfants, maintenant âgés de 15 et 12 ans. Fait intéressant, son fils Sarin et sa fille Surassa sont originaires de Thaïlande. M. Picard et son épouse Linda ont été parmi les premiers parents québécois à adopter en Thaïlande. C'est avec l'aide de la Croix-Rouge que les futurs parents avaient à l'époque planifié l'adoption, directement avec un orphelinat de Bangkok.

Entre 1981 et 1989, Marc Picard s'impliqua cette fois comme président d'un syndicat de fonctionnaires qui regroupait près de 1000

membres. «Une très bonne expérience pour moi qui m'a permis d'apprendre beaucoup. J'ai toujours cru aux droits et devoirs des travailleurs ainsi qu'à ceux des employeurs et c'est dans cette optique que j'ai exercé mes responsabilités de président.» L'ex-syndicaliste se fait très incisif lorsque l'on mentionne le rôle joué par les centrales syndicales afin de nuire à l'ADQ lors de l'élection 2003. «Le fait d'avoir dirigé leurs énergies à discréditer l'ADQ est une stratégie qui s'est retournée contre les syndicats. Ils ne sont pas plus satisfaits de leur relation avec le Parti libéral, à présent. S'ils désirent faire de la politique, je leur ouvre la porte. Qu'ils forment un véritable parti politique et qu'ils viennent faire valoir leurs idées dans l'arène politique.»

C'est en 1999 qu'il goûte à la politique active. «J'assistais depuis 4 ou 5 ans au conseil municipal de St-Jean-Chrysostome. J'aimais savoir ce qui se passait dans ma ville et poser des questions aux élus. À l'approche de l'élection, certaines personnes ont commencé à voir en moi un futur conseiller. L'idée a fait son chemin et je me suis présenté», relate-t-il. Le défi était toutefois de taille puisqu'il était presque inconnu dans la population. «Au début, ce n'était pas évident, mais je crois beaucoup au contact personnel. J'ai donc fait ma campagne en rencontrant le maximum de citoyens et j'ai obtenu 65% du vote dans mon district. En 2001, lorsque la ville a fusionné avec Lévis, je me suis représenté et c'est 75% du vote que j'ai récolté », raconte-t-il avec fierté.

En 2002, on le sollicite, toujours en politique mais pour le poste de député du comté de Chutes-de-la-Chaudière. «Devenir député n'était pas du tout dans mon plan de carrière et lorsque l'on m'a proposé de me présenter, j'ai d'abord refusé. Par contre, je suis une personne qui ne veut pas avoir de regrets, et je suis revenu sur ma décision. J'ai foncé dans l'aventure.» Le discours adéquiste ne lui était pas inconnu. «J'avais déjà voté pour l'ADQ en 1994 et 1998. Je toujours cru à la responsabilisation du citoyen, en une saine gestion des finances publiques et à l'importance de diminuer la dette pour les générations futures. Beaucoup disent qu'il faut l'éliminer, mais peu posent des actions concrètes. C'est pourquoi j'ai finalement décidé de faire le saut en politique provinciale.»

Après une solide campagne de terrain et aidé par de bons organisateurs, c'est avec le goût de relever un nouveau défi qu'il savoure sa

victoire le soir du 14 avril. «C'est certain les résultats n'étaient pas ce que l'on attendait. Par contre, si on analyse la situation de plus près, on ne peut que faire ressortir la nette progression de l'ADQ. Nous avons 3 députés de plus qu'en 1998 et près de 700 000 électeurs nous avaient fait confiance.»

Sa formation de fiscaliste lui permet de faire son entrée à l'Assemblée nationale avec de solides notions de base. Avec son expérience, Marc Picard s'attendait à hériter du dossier des finances. Toutefois, le Chef avait plus que ce seul défi pour lui. «Lorsque M. Dumont m'a demandé d'être leader parlementaire, en plus de porte-parole en finances, j'ai été honnête avec lui. Le poste m'intéressait, mais il n'était pas question de donner un show à l'Assemblée nationale. Je ne crois pas que ce qui peut se dire lors de la période des questions, ça sert bien l'image des politiciens. Au contraire, je crois que ça nous fait perdre de la crédibilité aux yeux des électeurs.»

De tous les dossiers qu'il a traités depuis son élection, celui qui a fait couler le plus d'encre est sûrement celui de la reconnaissance de l'ADQ comme parti officiel. «C'est de la mesquinerie de la part des vieux partis de ne pas accorder de droit de parole décent à près de 700 000 électeurs. En retirant ce droit et en nous privant d'argent pour la recherche, ils croient nous museler, mais au contraire les citoyens sont excédés par cette attitude.» À ce sujet, le leader assure que la bataille pour la reconnaissance de l'ADQ n'est pas terminée. «Nous avons abandonné nos recours judiciaires parce que ceux-ci auraient excédé la durée du présent mandat, mais nous ne sommes pas au bout de nos actions parlementaires pour nous faire reconnaître», assure-t-il.

Avec la nouvelle session qui approche, le député Picard travaillera d'ailleurs à un dossier qui mènera peut-être à la reconnaissance de l'ADQ, soit celui de la réforme parlementaire et démocratique. Pour l'homme de principe, cette réforme devra impérativement donner un sens plus juste aux résultats électoraux. «Les citoyens doivent se reconnaître à l'Assemblée nationale. Si un certain pourcentage de la population se sent assez préoccupé par l'environnement pour voter pour un membre du Parti vert, par exemple, je ne vois pas pourquoi ces gens ne pourraient pas avoir leur voix au Parlement», estime le parlementaire. C'est donc avec conviction et avec ce désir toujours constant de bien représenter sa population que Marc Picard s'affaira à doter le Québec d'un nouveau mode de scrutin.

Tournoi de golf annuel Montréal

L'ADQ Montréal, sous la présidence d'honneur du chef Mario Dumont, organise son 1er tournoi de golf régional cette année. Le tournoi aura lieu le vendredi 9 septembre 2005 au Club de Golf Triangle d'Or, à St-Rémi. Le coût des billets incluant golf, voiturette, souper méchoui et prix de présence est de 150 \$.

On peut obtenir des billets en contactant Paul Lavigne (ADQ Vaudreuil) au 514-453-3988 (plavigne@adq.qc.ca) ou Chantal Marin (ADQ Soulanges) au 450-452-0136 (cmarin@adq.qc.ca).

5 à 7 de la Capitale nationale

Les 5 à 7 de la Capitale nationale reprendront le mercredi 21 septembre prochain, toujours au Pub Java de la rue Cartier à Québec.

Un an et un jour après la victoire de Sylvain Légaré à l'élection partielle de Vanier, celui-ci sera sur place pour échanger avec les adéquistes présents et pour remercier encore une fois tous ceux qui ont contribué à cette éclatante victoire de l'ADQ.

À mettre à votre agenda !

6 à 8 Montréal

L'ADQ-Montréal vous invite à son 6 à 8 mensuel le lundi 12 septembre prochain.

Cet événement se tiendra au Resto-billard Le Skratch de Brossard, au 1875 Panama. L'entrée est gratuite (vous payez ce que vous consommez).

Participez en grand nombre !

Veuillez SVP confirmer votre présence par courriel à Chantal Marin (cmarin@adq.qc.ca).

Action démocratique du Québec

740, rue Saint-Maurice, bureau 108
Montréal (Québec) H3C 1L5

Téléphone : 514 270 4413
Sans frais : 1 800 370 3221

Site internet : www.adq.qc.ca
Courriel : adq@adq.qc.ca

Exécutif ADQ—Iberville

Le comté d'Iberville est à la recherche d'adéquistes pour combler des postes de son exécutif. Une réunion aura lieu au cours du mois de septembre.

Pour faire partie de cette équipe dynamique ou pour information, veuillez communiquer avec Lucille Méthé au (450) 358-3820 ou par courriel à luclille.methe@sympatico.ca

Lucille Méthé
Ex-candidate - Comté d'Iberville

Souper gastronomique annuel ADQ—Rivière-du-Loup

L'Association adéquiste de Rivière-du-Loup tiendra le 28 septembre son souper gastronomique annuel. Le cocktail débutera à 18 heures et le souper, à 19 heures. Le tout se déroulera à l'Hôtel Levesque (171, rue Fraser, Rivière-du-Loup) au coût de 100 \$.

Pour information, contactez France Dionne-Frenette au (418) 862-9995.

Au plaisir de vous y voir en grand nombre !

5 à 7 du Grand Montréal

Les 5 à 7 du Grand Montréal auront l'honneur de recevoir le chef adéquiste Mario Dumont lors de la prochaine édition, qui se tiendra le mercredi 5 octobre prochain. Le lieu reste à déterminer et vous sera communiqué dans la prochaine Lettre.

Pour information : Christian Toussaint (ctoussaint@adq.qc.ca).

Soirée d'Halloween ADQ Lotbinière

Le 28 octobre prochain, l'ADQ-Lotbinière vous convie à une soirée costumée à l'occasion de l'Halloween. L'activité aura lieu à la salle des Lions de St-Flavien dès 19 heures au coût de 75\$ par personne. Davantage de détails vous seront donnés bientôt. Les billets seront en vente sous peu. Musique, animation et surprises seront au rendez-vous !

Pour information : Diane Racine (dracine@assnat.qc.ca) ou Jean-Pierre Tremblay (418)-848-0094.

Vins et fromages ADQ-Chutes-de-la-Chaudière

L'Association adéquiste de Chutes-de-la-Chaudière vous invite cordialement à sa soirée vins et fromages qui se déroulera le 28 octobre en présence du chef adéquiste Mario Dumont et du député Marc Picard.

L'activité débutera à 18h30 et se tiendra au Centre Paul-Bouillé (3332, avenue des Églises, Charny). Les billets sont en vente dès maintenant au coût de 60\$. Pour information, contactez-nous au 418-834-7770.

Objets promotionnels

L'Association adéquiste du comté de Vanier a fait l'acquisition de plusieurs articles promotionnels. Le but de cette opération n'est pas seulement pour l'ADQ-Vanier de faire un profit dans la vente lors des événements. En effet, il s'agit également de pouvoir fournir ces outils aux autres comtés puisque l'achat de plus grandes quantités permet d'économiser des sommes importantes et de ce fait, de maximiser le profit. Pour certains articles, l'économie peut atteindre la moitié du prix.

Les comtés qui sont intéressés peuvent contacter le comté de Vanier pour plus d'information. Plusieurs articles sont disponibles. Contactez Sophie Doucet (sdoucet@adq.qc.ca ou 418-644-3107).

Visitez le site de l'Assemblée nationale du Québec

Le site internet de l'Assemblée nationale du Québec regorge d'informations intéressantes pour quiconque s'intéresse à la politique : transcription des débats, histoire du Parlement, règles de procédure des débats, biographie des députés depuis 1792, incluant leurs interventions, mission éducative, etc.

Visitez-le au www.assnat.qc.ca

La Lettre adéquiste

Coordination, rédaction et mise en page : Frédéric Baril et Sophie Doucet.

Collaboration au contenu :

L'équipe parlementaire de l'ADQ, Sébastien Proulx, Éric Vachon, CDJ-ADQ.